LES ASSASSINS VEULENT SE JUSTIFIER

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 369
JEUDI 30 JUILLET 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE ANARCHISTE

A "Franc-Tireur" qui feint d'ignorer d'où sont partis les seuls coups de feu

La grande presse répond : DU COTÉ DES FLICS

C'est alors qu'éclata la fusillade. Les agents assiégés dans le square firent usage de leurs armes pour se dégager. Des hommes tombèrent...

PARIS PRESSE.

Les premiers coups de feu éclataient quelques instants plus tard, vers 17 h. 15. Les agents assiégés dans le square venaient de faire usage de leurs armes ; des salves claquèrent pendant quelques minutes.

LE FIGARO.

Soudain, à l'éclatement des siphons dérobés dans les cafés et lancés sur les agents, répondirent en écho sinistre les nombreux coups de revolver tirés par les agents, dont beaucoup se trouvaient en petits groupes encerclés par une foule hurlante. Cependant, tant sur la place que dans les rues environnantes et même à l'intérieur des stations de métro, la bagarre, extrêmement confuse, se continuait. Pris dans les charges, de nombreux passants furent frappés de part et d'autre.

LE PARISIEN LIBERE.

Les "bérets rouges" provocateurs

A plusieurs reprises au cours de la première enquête ouverte pour établir les causes de cette sanglante bagarre, on a noté plusieurs incidents survenus sur le parcours du cortège entre les manifestants et des militaires d'Indochine, des parachutistes.

Dans le faubourg Saint-Antoine, près de la Bastille, boulevard Henri-IV également, des parachutistes se sont « accrochés » avec quelques Nord-Africains, s'estimant insultés par les pancartes que ces derniers portaient. Il y a eu quelques bagarres qui, heureusement, n'ont pas été très graves.

FRANCE-SOIR.

Un service d'ordre relativement discret, placé tout le long du parcours, n'avait pas eu à intervenir, sauf à la Bastille, pour empêcher une bagarre entre les communistes et des parachutistes. L'incident n'avait eu aucune suite et déjà une partie du service d'ordre avait été relevée.

LE PARISIEN LIBERE.

TRAVAILLEURS, IL FAUT METTRE FIN AUX ASSASSINATS

LE 14 JUILLET 1953 a été l'occasion, à Paris, d'un coup de force de la police, sur l'ordre de l'impérialisme français, contre les travailleurs nord-africains.

Le caractère prémédité de la fusillade qui a fait **SEPT MORTS** ne fait aucun doute. L'impérialisme français ne peut plus tolérer que des travailleurs venus des pays coloniaux affichent, au coude à coude avec les travailleurs français, leur volonté de se libérer, de conquérir leur dignité et leur indépendance.

CET ATTENTAT DELIBERE, CE COUP DE FORCE POLICIER POUR ASSASSINER, les travailleurs nord-africains rappelle trop les coups de force des nazis, en Allemagne et en Italie, contre les ouvriers avant la venue au pouvoir de Hitler et de Mussolini.

VENDREDI DERNIER 17 JUILLET, UN FLIC A ENCORE TENTE D'ABATTRE, A COUP DE REVOLVER, UN OUVRIER ALGERIEN QUI DISTRIBUAIT DES TRACTS AU « CHATEAU DE VINCENNES ».

La classe ouvrière de ce pays ne peut pas se laisser intimider par les raids policiers contre ses manifestations ou ses usines en grève.

CE MOYEN TERRORISTE DE LA BOURGEOISIE N'A PAS D'AUTRE BUT QUE DE LIQUIDER LA RESISTANCE ET LA COMBATIVITE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Parce que la bourgeoisie n'a plus d'autre recours pour se survivre que d'augmenter la misère des ouvriers, que de surexploiter les peuples coloniaux que de préparer la guerre, elle entend écraser par la force, avec l'aide de sa police et des tueurs de son armée coloniale, la classe ouvrière comme le firent les bourgeoisies allemande et italienne avec le secours de Hitler et des « chemises brunes » et de Mussolini et des « chemises noires ».

CONSCIENTS DE CE DANGER, LES TRAVAILLEURS, DANS L'UNION LA PLUS LARGE, FRATERNELLEMENT UNIS AUX OUVRIERS NORD-AFRICAINS, SAURONT S'OPPOSER A CETTE POLITIQUE D'ASSASSINATS ET DE MISERE.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT SE PERSUADER qu'il n'y a plus d'autre moyen pour faire obstacle à la politique de misère et de guerre de la bourgeoisie que l'action révolutionnaire dans l'union la plus totale.

Il faut répondre à la mobilisation de la bourgeoisie contre les travailleurs **PAR LA MOBILISATION DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE.**

C'EST DANS LES USINES PAR LA GREVE, C'EST DANS LA RUE PAR LA MANIFESTATION, PAR L'ACTION DIRECTE QUE LES TRAVAILLEURS IMPOSERONT LEUR RESPECT ET LEURS DROITS.

LA FEDERATION ANARCHISTE.

La Presse aux ordres salit les victimes du 14 Juillet

L'ASSASSINAT des sept Nord-Africains sur la place de la Nation, le 14 juillet, a soulevé l'indignation populaire. Malgré toute la bonne volonté déployée par la presse dite d'information pour enlever la responsabilité directe aux forces policières de l'impérialisme, personne ne put croire aux versions données et toutes différentes. Chaque journal avait son explication propre, particulière, mais chacun prenait garde de faire assumer la responsabilité par « la pluie », par « une confusion » qu'il y aurait eu dans l'esprit des flics qui se seraient vu charger par les manifestants, etc... Toute la presse, y compris les journaux syndicaux, de tendances, les grands et les petits, aucun n'a osé accuser les flics et l'impérialisme. Il faut croire que le racisme est encore solide.

La grande peur du stalinisme, que tous dénoncent, protégés par les matraques des flics est telle aussi que personne n'a le courage, quand la vérité est du côté de la manifestation stalinienne, d'accuser la bourgeoisie. Défendre en toute clarté, sans réserve, les Nord-Africains qui manifestaient avec les staliniens, c'est la crainte de donner raison au P.C. Alors, on tergiverse, on explique.

Mais le fait, la réalité, et que chaque journaliste a tenu à ne pas faire remarquer, c'est que la police avait choisi ses victimes. Le fait, la réalité et que les journalistes ont voulu ne pas voir, c'est que la police a tiré SUR les Nord-Africains et non sur les autres manifestants. On laisse facilement entendre que c'est le hasard qui a voulu que la confusion ait lieu au passage des Nord-Africains, que « la pluie » par malice tombe à ce moment-là, quand les Nord-Africains étaient près des flics. Et puis après coup, toujours pour semer la confusion, on cherchait à ergoter sur la ou non préméditation. On a demandé une enquête sur la responsabilité, on a voulu savoir à qui elle incombait.

Mais ce genre d'hypocrisie n'a pas non plus eu de succès.

La préméditation du crime et l'origine de la fusillade sont parfaitement claires. C'est le racisme qui anime, et que la propagande de l'impérialisme français entretient chez les flics, qui est l'origine même de cet assassinat. C'est le racisme des meurtriers qui confirme aussi la préméditation, car les assassins n'attendaient que l'occasion de tuer des Nord-Africains. Peu importe par quel motif fut offerte cette occasion. Elle était attendue.

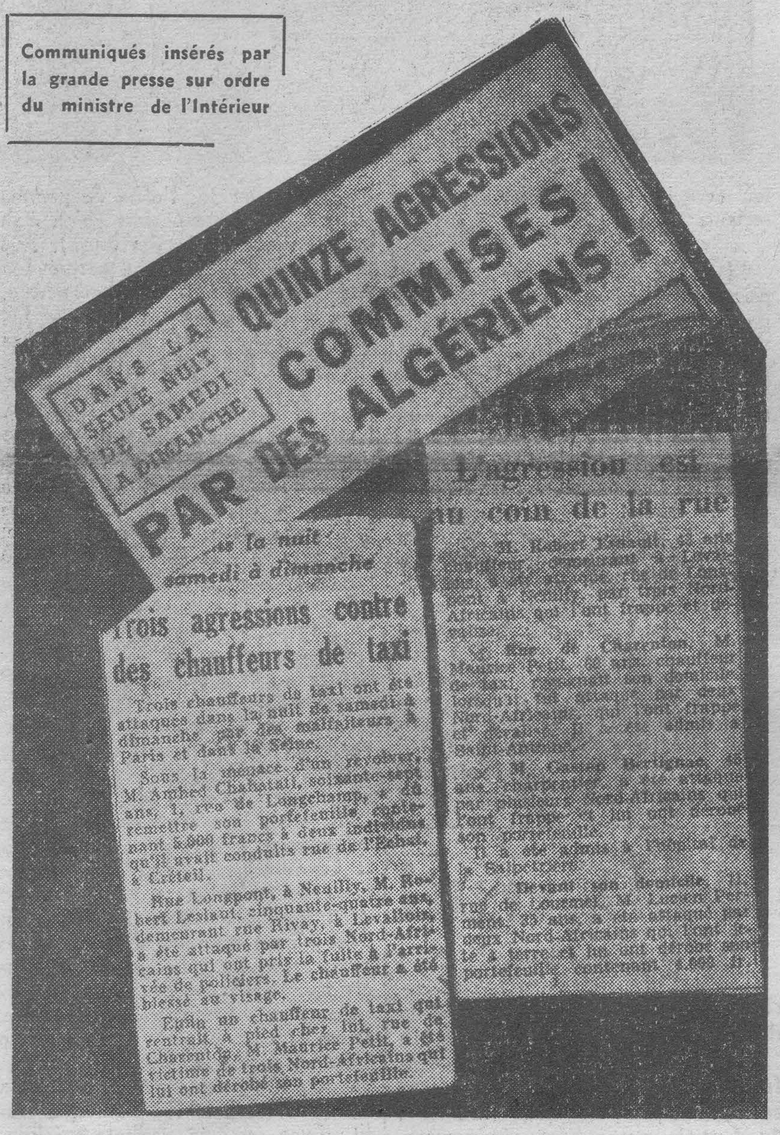
On a voulu aussi s'étonner du silence du gouvernement. Des crapules qui se cachaient sous des âmes sensibles regrettaient que le ministre de l'Intérieur ne réponde pas. Mais Martinaud-Deplat, ministre de l'Intérieur, chef de la police, n'est-il pas la créature du sénateur Borgeaud, gros colon qui détient le monopole de la viticulture en Algérie ? Martinaud-Deplat devait donner des gages de servilité. Ces gages, ils les fournissaient en donnant « ses consignes » aux tueurs-fonctionnaires.

QUATORZE JUILLET CINQUANTE-TROIS

Vous voyez bien que les libertés syndicales sont menacées : on ne peut même pas frapper librement les agents à coups de couteau.

TRAVAIL ET LIBERTE, organe de la C.G.S.I.

Communiqués insérés par la grande presse sur ordre du ministre de l'Intérieur



L'impérialisme français en échec en Afrique du Nord ne peut tolérer, ne peut supporter que des travailleurs nord-africains venus travailler en France, affichent, au coude à coude, avec les travailleurs français, leur volonté de liberté, et d'indépendance. Voilà la raison primordiale de l'assassinat et du silence complice de l'Etat bourgeois.

D'ailleurs, « Force Ouvrière » l'hebdomadaire syndicale au service de l'impérialisme français, par un article de l'ignoble Bothereau, le fait bien entendre. « Il» (les Nord-Africains) faut aussi qu'ils sachent ce qu'ils ont vraiment à attendre de leur collusion avec les soviétiques ».

Ainsi la revendication des travailleurs nord-africains pour leurs droits, la revendication de leur dignité, la revendication de leur pain, c'est la collusion avec les staliniens et elle doit être châtié par la mise à mort.

Leurs « explications » ne faisant que les accuser encore plus, l'impérialisme français, tous ses valets et tous ses assassins, se sont rendus compte de l'urgence qu'il y avait à renverser l'état d'esprit de l'opinion des masses travailleuses qui condamnaient leurs crimes du 14 juillet.

Et alors de la même manière que les nazis allemands essayaient de démontrer par les faits la culpabilité des Juifs en faisant insérer dans les journaux des faits divers où les Juifs apparaissaient comme l'incarnation de la canaillerie humaine, l'impérialisme français a tenté une campagne contre les travailleurs nord-africains.

Le lundi 20 juillet, la plupart des journaux parisiens reproduisaient, rassemblée en rubrique, une série de méfaits prétendument commis par des Nord-Africains dans la nuit de samedi au dimanche et fournie sans aucun doute par les services du ministère de l'Intérieur. La ficelle était vraiment trop grosse et les lecteurs n'ont pas été dupe sur la signification de cette rubrique toute nouvelle et qui venait comme un cheveux sur la soupe. Nous offrons du reste à nos lecteurs un cliché de quelques-unes de ces informations policières que la presse a, avec sa servilité ignoble, accepté d'insérer de plein gré.

Mais l'abjection des journalistes bourgeois qui se sont prêtés complaisamment à cette manœuvre ne s'arrête pas là.

Dans le but de détourner l'attention de l'opinion publique du problème réel qui était le massacre de la place de la Nation le 14 juillet, les journaux découvraient hypocritement, et dans une unanimité qui dénonçait leur manœuvre, « le problème des Nord-Africains ».

Mais, ce à quoi les valets de la bourgeoisie, les complices des assassins, n'ont pas pensé, c'est que le problème de leur misère, les Nord-Africains sont en train de le résoudre par leur lutte nationale et en se passant du concours des sagoins des salles de rédaction et des sociologues en laboratoire.

Malgré toutes ces manœuvres, la solidarité, la fraternité entre les travailleurs français et nord-africains n'a fait que grandir. Et dans la réplique aux machinations terroristes de la bourgeoisie, les organisations révolutionnaires, et tout particulièrement l'avant-garde des communistes libertaires, sauront préparer et conduire les ouvriers vers les perspectives de la révolution.

René LUSTRE.

14 JUILLET 1953 A PARIS
7 morts (6 Nord-Africains) et 100 blessés

On parlait sans doute trop de Berlin, de Magdebourg, de Marovska-Ostrawa au gré du P.C. et de la C.G.T.

FORCE OUVRIERE.

En Espagne, les assassins sont au pouvoir

LA grande presse n'a pas fait beaucoup de bruit autour de l'événement ; seul un communiqué d'agence nous révèle qu'en Espagne, la police a découvert une imprimerie dont tout le matériel a été saisi et dans laquelle était tiré clandestinement le journal anarchiste « Solidaridad obrera ».

Une fois de plus, la répression de l'ignoble régime franquiste vient de s'abattre sur nos vaillants camarades espagnols. Nous avions salué, il y a quelques mois, la reparution de la « Soli » clandestine. Après quinze ans de fascisme, les libertaires amplifiaient leur lutte à l'intérieur de l'Espagne martyre, et leur influence grandissante inquiétait la police franquiste.

Celle-ci vient de porter un nouveau coup à l'avant-garde du prolétariat ibérique.

Un nouveau crime se prépare de l'autre côté des Pyrénées. Nos camarades risquent la peine de mort. Il faut que les organisations ouvrières du monde entier se dressent pour empêcher que d'autres victimes s'ajoutent au martyrologe du peuple espagnol.

Au moment où le gouvernement français vient de signer un nouvel accord avec le sanglant dictateur de Madrid, il faut que les travailleurs de ce pays manifestent par l'action leur solidarité avec les meilleurs des combattants antifascistes.

Lutter contre Franco c'est aussi lutter contre le fascisme en France et dans les colonies. Après le meurtre de Ferhat-Hached, les assassinats du 14 juillet sont, avec les pleins pouvoirs à Laniel, et l'amnistie aux nazis français, des signes certains de la fascisation de notre pays.

Que dès maintenant les mouvements de protestation s'organisent. Dans la rue, comme sur le lieu de travail, les communistes libertaires seront à l'avant-garde de l'action.

A. MOINE.

(*Suite page 4, col. 4.*)

L'armistice en Corée doit renforcer la vigilance des peuples

L'ARMISTICE a été signé en Corée. La nouvelle a été donnée partout. Mais nulle part, aussi bien dans le ton des articles des journaux que dans la réaction des gens de la rue, on a ressenti un soulagement, un signe qui puisse laisser croire à la détente.

Et ce n'est pas seulement parce que cette guerre se faisait à l'autre bout du monde et que les Européens ne ressentaient pas toutes les souffrances de ce peuple lointain, ou encore à cause des menaces de Syngman Rhee, mais parce que cette guerre a été ressentie par les peuples comme une chose qu'ils n'avaient pas comprise et qui ressemblait beaucoup trop au prélude de la guerre mondiale.

Les Staliniens ont tenté de faire croire à une guerre de libération, d'indépendance nationale du peuple coréen. Mais jamais cette guerre n'a revêtu les aspects du combat du peuple contre les oppresseurs impérialistes comme l'est par exemple la guerre des partisans indochinois.

La guerre de Corée a été engagée un jour de juin 1950 par l'armée de la Corée du Nord dans un but qui n'a jamais été éclairci puisque envers et contre toute vérité, elle niait l'agression. Mais si les raisons politiques, sociales, de cette guerre sont restées obcures (on a parlé d'unification du pays, encore aurait-il fallu que ce soient les mobiles annoncés lors du déclenchement du conflit), le caractère d'un banc d'essai pour les armes de guerre américaines et russes s'est très vite affirmé. La Corée a servi à l'entraînement des pilotes des « Sabres » américains et aux pilotes des « Mig » russes. Elle a aussi été pour quelques marchands de canons la petite guerre qu'il fallait entretenir.

La cessation des hostilités est donc loin d'avoir consolidé la paix mondiale. Les peuples ont très bien compris que cet armistice signé après deux ans de palabres n'apportait pas la paix.

Le danger de guerre est toujours présent. Les travailleurs, les masses populaires qui seuls peuvent décider de la paix doivent augmenter leur vigilance. Cette vigilance pour la paix ne peut être assurée que par l'action révolutionnaire contre le régime social qui ne peut vivre que par la guerre : le capitalisme, et contre le régime stalinien qui ne vit que par le capitalisme.

Ainsi c'est dans la perspective de la lutte révolutionnaire, dans la perspective du combat 3e Front défini par notre organisation communiste libertaire au lendemain de cette guerre de Corée, que les peuples imposeront définitivement la paix par la révolution socialiste.

LIB

Le Libertaire
pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours
Prochain numéro sur 4 pages le 13 Août

VIVE L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE !

ESPAGNE 36-39

Une dure leçon pour les révolutionnaires

SI nous revenons chaque année, au 19 juillet, sur la Révolution espagnole de 1936, ce n'est pas seulement parce que les libertaires en furent les principaux acteurs, mais parce que depuis l'immense Révolution russe de 1917, aucun événement révolutionnaire d'envergure et de portée internationale n'a soulevé autant de passion, posé autant de problèmes pratiques et théoriques.

Pour la seconde fois, et comme la première fois dans la Russie de 17, une révolution prolétarienne était déclenchée dans un pays économiquement arriéré, semi-féodal, au capitalisme relativement peu développé, cette révolution était portée par les masses ouvrières et paysannes vers le communisme. Il fallait sauter les étapes du développement capitaliste : cela était possible dans la mesure où une intense préparation psychologique, une puissante volonté révolutionnaire existaient dans le peuple espagnol. Les expériences de collectivisation le prouvent : la moitié du territoire républicain, malgré les obstacles accumulés, passait à la socialisation réelle.

Mais une telle situation se compliquait, du fait de l'intervention directe des impérialismes tentant par des moyens divers de s'implanter dans la péninsule, place stratégique de première importance, et visant avant tout à empêcher par tous les moyens qu'une expérience révolutionnaire puisse se réaliser.

Pour les partis modérés de gauche, il s'agissait de se limiter au maintien d'une république bourgeoise, pour les socialistes de procéder à des réformes par la voie gouvernementale, pour les staliniens de s'emparer du pouvoir par tous les moyens, de liquider les tendances révolutionnaires, au besoin en s'alliant aux pires éléments de la réaction comme par exemple les fascisants de « Estat Catala ». Les seuls qui, malgré leurs fautes et leurs insuffisances, surent agir dans des circonstances qu'ils n'avaient pu prévoir, furent les militants de la C.N.T., centrale syndicale libertaire, et de la Fédération Anarchiste Ibérique. Dès les premières heures, ils se lançaient contre les forces fascistes, constituant ensuite les forces principales des milices, participant à tous les combats sur tous les fronts, et finalement se battant les derniers au cours des dernières batailles. Sur le plan des réalisations révolutionnaires, ils furent les partisans irréductibles de l'union ouvrière, exprimant la volonté des masses non seulement de la C.N.T. mais de la base de l'U.G.T., centrale syndicale socialiste et même souvent des paysans petits propriétaires de l'Union des Rabassaires. S'il y eut dans l'Espagne de 1936 des collectivisations qui s'étendirent à plus de la moitié du territoire républicain, c'est avant tout grâce à l'esprit de décision, au réalisme et à l'opiniâtreté de nos camarades. Leur dévouement et leur héroïsme, le nombre et la portée de leurs réalisations et aussi le nombre de leurs martyrs éclipsent de loin tout ce qui put être l'œuvre des autres secteurs antifascistes.

*

Mais il y eut deux pôles, deux aspects dans l'attitude de la C.N.T. et de la F.A.I., et c'est au mouvement anarchiste et international d'en tirer une leçon. Si, d'une part, elles firent le maximum de ce qui pouvait être fait, au milieu de difficultés sans nombre, des persécutions des staliniens et de l'Etat — surtout à partir du moment où celui-ci ne fut plus avec le cabinet Negrin, que l'agent du Kremlin, — d'autre part, elles furent trop souvent le jouet des événements politiques et des manœuvres des partis. Elles surent, devant les faits, faire bon marché de certaines attitudes négatives, d'un purisme stérile, d'un antimilitarisme superstitieux, mais elles le firent comme honteusement, considérant que la doctrine subsistait dans sa pureté et qu'il ne s'agissait que de l'abandonner momentanément. Ce déchirement permanent entre la fidélité verbale à un ensemble de conceptions trop souvent imprégnées de romantisme et la nécessité de la présence et de l'action, les conduisit à une absence totale de politique générale. On refusait de Companys, président de la Catalogne, en juillet 36, l'offre de prendre en main la situation (alors qu'on était maîtres de la rue et des usines), sous le prétexte bizarre de ne pas établir une prétendue dictature anarchiste. Sans doute, l'action directe et le fait révolutionnaire sont des arbitraires vis-à-vis de la légalité et du code moral bourgeois, mais il s'agit toujours alors, et il s'agissait après le 19 juillet 36, d'éliminer les forces réactionnaires, de réduire à l'impuissance les politiciens modérés, de passer à la gestion ouvrière de la Catalogne industrielle, de collectiviser la terre, et cela dans le sens des aspirations des masses ouvrières et paysannes et de réaliser par ce moyen, et c'était le seul, l'unification profonde, réelle, des forces prolétariennes. On refusait « l'arbitraire » révolutionnaire, on refusait le pouvoir ouvrier direct contre les exploiteurs et profiteurs et leurs représentants politiciens, en le qualifiant de « dictature », mais par contre, on était amené quelques jours plus tard, parce qu'il fallait bien faire quelque chose ou abdiquer, à participer à des Conseils et Gouvernements, dans lesquels les partis bourgeois et un parti stalinien quasi inexistant étaient représentés et c'est grâce à cette participation que ces partis reprenaient de l'assurance, tandis que la limitation des réalisations révolutionnaires permettait justement aux forces bourgeoises de s'appuyer sur le maintien de leur existence économique de cadres, de commerçants, etc... On avait renoncé à la Révolution au profit d'une position radicale-socialiste. On donnait le prétexte de « démocratie », mais justement la nouvelle attitude allait permettre aux politiciens conservateurs et staliniens de liquider peu à peu les révolutionnaires, de détruire les collectivités, de réaliser une dictature authentique. On avait renoncé à la Révolution pour la guerre antifasciste, mais on avait oublié qu'on ne pouvait défendre que la Révolution et qu'on se battrait mal pour une République bourgeoise.

Après cela, il n'y avait plus d'autre solution, évidemment, que de s'enfermer dans la collaboration, on y était contraint par le chantage et par une opinion publique qui aurait interprété le départ comme une désertion, et l'attitude des dirigeants dans les moments les plus critiques, comme au cours des journées de mai 37, à Barcelone, ne pouvait plus être qu'une suite d'inconséquences, de capitulations, qu'on tentait encore de couvrir du manteau de la liberté pour tous, du respect des engagements, de l'unité antifasciste.

Et pourtant, n'y avait-il pas une solution, une solution d'audace, en juillet 36 et même peut-être en mai 37, solution également éloignée d'un verbalisme puriste stérile et d'une collaboration sans principes, antirévolutionnaire ? Il y avait la solution des socialisations poussées au maximum avec l'entente C.N.T.-U.G.T., et dès les premiers jours, réalisations qui eussent ruiné la base d'existence des partis bourgeois en polarisant nettement leurs soutiens vers la Révolution ou vers Franco. Il n'y a pas, il n'y aura jamais d'autre stratégie vraiment révolutionnaire : ou l'audace, ou la défaite.

*

En réalité, le mouvement s'était jusque là contenté de littérature humanitariste et il lui manquait une analyse sérieuse, profonde, de l'histoire et des faits sociaux. Faute d'une théorie propre, cohérente, on ne pouvait que se contenter de littérature critique ou se jeter à corps perdu dans la politique des autres. C'est cette dernière attitude qui prévalut parce que le mouvement espagnol ne pouvait rester passif : il avait une trempe, une ferveur, un sens de l'action incomparables. C'était un mouvement prolétarien, dont la puissance de sentiment révolutionnaire reste inégalée.

Mais, actif ou passif, son comportement miné par l'absence de thèses doctrinales solides et vérifiées par les faits, ne pouvait que conduire à la défaite.

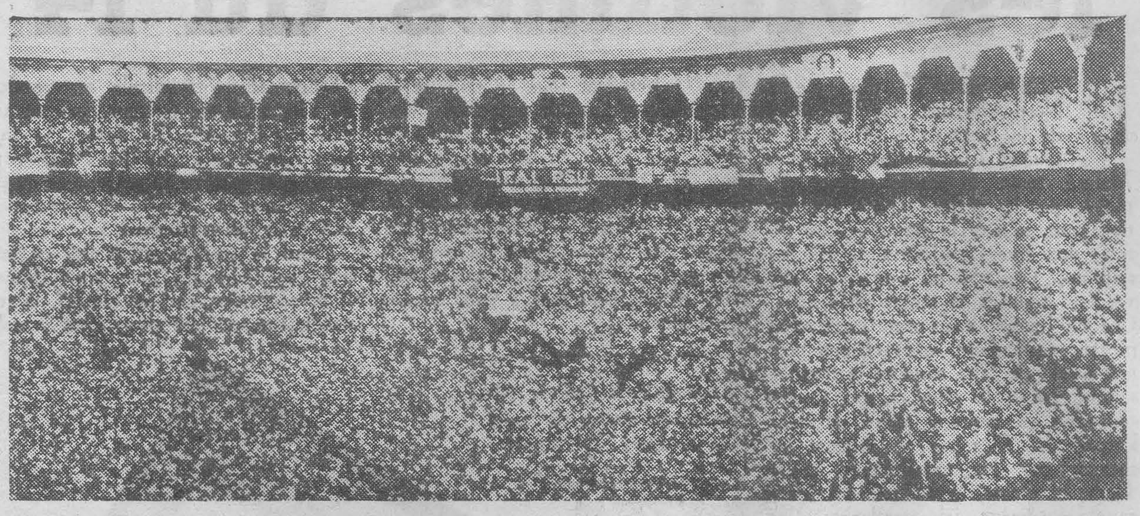
Il faut dire aussi, en toute justice, que la plupart des critiques qui furent faites au « déviationnisme » officiel du mouvement espagnol n'avaient pas de portée, car elles reposaient sur le même manque de théorie. Elles étaient l'autre aspect, l'aspect passif, purement critique et négatif, de ce vide doctrinal. Les « puristes », aux moments les plus graves, ne surent rien proposer : ils ne pouvaient opposer au gouvernementalisme que l'absentéisme, à une organisation militaire minimum que des phrases antimilitaristes de meeting. Seuls, Camillo Berneri, certains groupes espagnols, dont à certains égards « Los amigos de Durruti », et certains éléments dont quelques uns se manifestèrent en France au Congrès de l'Union Anarchiste de 38, surent combattre à la fois le négativisme et l'abandon de toute action révolutionnaire au profit de la solidarité et des illusions ministérielles. Les articles de Berneri dans « Guerre de Classe » sont restés la seule grande littérature révolutionnaire de l'époque. Berneri sut proclamer la possibilité d'une voie juste, rigoureusement communiste libertaire et réaliste, antithèse des deux aspects nulliste ou collaborationniste d'un anarchisme invertébré. Les vrais oppositionnels marchaient dans la voie de l'histoire, se souvenant que le socialisme antiautoritaire de Bakounine et de James Guillaume n'avait jamais laissé de côté les problèmes angoissants, difficiles, mais essentiels, du pouvoir, de la lutte armée, de la délinquance, etc. Malheureusement, le mouvement international et le mouvement espagnol en particulier avaient peu à peu été pénétrés, inconsciemment, de notions idéalistiques, métaphysiques sur la « liberté » en soi, « l'homme » en soi. L'autodidactisme du mouvement espagnol est à la fois admirable et faible. Admirable par sa ferveur, faible par ses confusions : on y lit en bloc et trop souvent sans discernement révolutionnaire les auteurs révolutionnaires : Bakounine, Malatesta et les écrivains bourgeois d'avant-garde jouant souvent un rôle démoralisant ou confusionniste : Tolstoï, Zola, V. Hugo, Nietzsche. La doctrine matérialiste, révolutionnaire, avait perdu au profit d'une littérature sentimentaliste, humanitariste ou individualiste. Bien souvent, les saines réactions des simples militants des Syndicats avaient plus de portée théorique implicite que les discours nébuleux et creux sur la liberté, des grands leaders (et il s'agit des plus juristes, des plus « spécifiques »), qui passèrent les premiers à la collaboration gouvernementale. L'admirable mouvement espagnol avait toujours compensé sa faiblesse sur le plan théorique par la ferveur de ses militants, mais le danger de cette attitude à double face devait apparaître justement aux moments les plus critiques où les militants parurent ballotés par les événements. Les décisions du Congrès de la C.N.T., comme le Congrès de Saragosse, juste avant la Révolution, si imparfaites ou naïves qu'elles aient été, étaient de nature révolutionnaire. L'esprit franc-maçon de certains leaders, dissimule sous un langage juriste ultra-spontanéiste et révolutionnaire, l'emporta souvent contre le sens révolutionnaire des militants de base : l'entente avec les républicains modérés des couches petites bourgeoises l'emporta sur la volonté de « pouvoir » révolutionnaire de la base C.N.T.-U.G.T. Et, nous le répétons, les leaders juristes de la F.A.I. sautèrent dans la collaboration aussi vite que les syndicalistes purs ou que es partisans de Pestaña.

Il était trop tard, au sein de la guerre d'Espagne, pour réagir avec succès à l'échelle du mouvement, encore que la F.A.I. (toujours d'ailleurs sans principes doctrinaux précis) dès la fin de 1937, ait conclu à la nécessité d'un mouvement organisé, orienté, d'un « parti » révolutionnaire véritable. Mais la leçon ne pouvait être perdue. La doctrine communiste libertaire, retrouvée, épurée, précisée, embrassant toute la réalité, exprime aujourd'hui la seule théorie révolutionnaire réelle et viable.

La prodigieuse dépense d'héroïsme, d'énergies, de vies qu'a été l'épopée révolutionnaire de l'Espagne, n'a pas été vaine puisque nous aurons su tirer leçon de ses fautes comme de ses victoires.

FONTENIS.

Un grandiose meeting à Barcelone quelques jours après la défaite des factieux



Fièvre de bataille à l'approche du front antifasciste

Un message de Durruti

Camarades,

Malgré mon vif désir de parler à mes camarades parisiens, à ce peuple de Paris sentimental et frondeur auquel je dois ma liberté et peut-être ma vie, il m'est absolument impossible d'abandonner ma colonne, car la situation est très sérieuse au front ; nous sommes en pleines opérations et une absence, même très courte, pourrait avoir de très graves conséquences.

Si vous haïssez le fascisme aussi profondément que nous-mêmes, oubliez toutes les petites divergences de partis pour viser un seul but : *la lutte contre le fascisme*. La révolution espagnole doit être pour tous les révolutionnaires le cri de ralliement de toutes les forces prolétariennes de France.

Au nom de ma colonne, au nom de tous les lutteurs espagnols, au nom du prolétariat espagnol, salut !
Vive l'Union ouvrière !
Vive la Révolution sociale ! **B. DURRUTI.**

(Message envoyé par B. Durruti au meeting du Vel'd'Hiv, tenu le 23 octobre 1936.)

La Révolution espagnole a été assassinée

Elle a été assassinée par la coalition des fascismes et des démocraties.

Elle a été assassinée de France par la lâcheté et la trahison des chefs socialistes.

Elle a été assassinée en Espagne par les manœuvres des agents staliniens.

Tous ceux qui ont assassiné la révolution espagnole parce que libertaire, injurient bassement nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T.

Tous ces organisateurs de la défaite veulent rendre nos camarades responsables de leurs crimes.

Au dernier combat, sous les murs de Madrid, nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. étaient présents, mais Negrin était en Savoie, le colonel Lister était à Paris, La Passionaria était à Marseille.

Nous ne permettrons pas qu'aujourd'hui on déplace les responsabilités.

(Le Libertaire, *2 mars 1939.*)

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e
F. ROCHON, imprimeur.

Communisme et anarchisme en Espagne durant la révolution

DANS le camp antifasciste espagnol, en 1936, au début de la révolution, on pouvait dénombrer trois forces.

1) La masse ouvrière et paysanne révolutionnaire, cette masse généreuse et libertaire qui fit le 19 juillet 1936 à Barcelone et qui se groupait dans la C.N.T. ou à la F.A.I. (aussi, en partie, à l'U.G.T. et au P.O.U.M.).

2) Le parti communiste, aidé puissamment par les partis communistes étrangers et particulièrement par l'U.R.S.S.

3) La Bourgeoisie « républicaine » vaguemen laïque à la solde du capitalisme anglo-saxon et antifasciste par intérêt.

Pour donner une idée de ce que représentait le mouvement anarchiste en Espagne à cette époque, voici une citation tirée d'un numéro spécial de « l'homme réel » de 1937 :

« *En 1931, après la chute de Primo de Rivera, les anarchistes fondent la F.A.I. (Fédéracion Anarquista Iberica) et intensifient la lutte.....*

Il est très difficile de préciser le nombre des adhérents de la C.N.T. et de la F.A.I., ainsi que celui de la Fédération syndicaliste libertaire, organisation dissidente de la C.N.T., il semble cependant qu'il dépasse le million. Et si les troupes anarchistes ne peuvent, en discipline, rivaliser avec celles de certaines sections socialistes, par exemple, ce que d'ailleurs elles n'ambitionnent pas ; par contre, elles leur sont supérieures en combativité et en mordant. »

Le parti communiste inexistant au début de la révolution, un an après, avec l'aide de la bourgeoisie, avait réussi à placer des hommes à tous les postes de commande, surtout dans l'armée et dans la police, il possédait en outre sa propre police et ses propres prisons.

Signe de sa puissance : Au mois d'août 37, ce parti, uniquement constitué par des « cadres » pouvait porter contre Vasquez, secrétaire du comité national de la C.N.T. une accusation pour trafic de bijoux. (Ces bijoux avaient été pris aux fascistes pour subvenir aux besoins du Conseil d'Aragon ; on ne voit pas très bien où est le trafic ?)

Cela montre à quel point les staliniens avaient su manœuvrer. Le parti communiste espagnol, dès cette époque, multiplie avec l'aide de la bourgeoisie les accusations contre la C.N.T.-F.A.I. et contre le P.O.U.M. (espionnage : voir prose de Marty dans l' « Huma » de l'époque) et brise l'élan révolutionnaire. Staline ne peut supporter qu'une révolution prenne un autre visage que la révolution russe. La bourgeoisie reprend très rapidement du poil de la bête avec des hommes comme Prieto, Guerra del Rio, Portela Vallarès qui écrivit à Franco le 8 octobre 1936 en l'assurant de ses « vœux fervents » et le félicitant de « vouloir sauver l'Espagne de la barbarie, du crime, de la destruction érigés en système de gouvernement ». Ces hommes, dès 1937, reviennent au pouvoir et par un jeu d'alliance avec les communistes staliniens vont s'efforcer d'abord de saper le mouvement révolutionnaire libertaire qui est en train de réaliser son programme.

Face au danger, la C.N.T. et l'U.G.T. signent un pacte d'unité d'action contre le fascisme d'abord, mais aussi contre les forces contre-révolutionnaires capitaliste et stalinienne.

Le parti communiste commence alors son travail de désagrégation au sein de l'U.G.T. et c'est bientôt la scission, voulue par Gonzalès Pena ; un nombre assez important de secrétaires de fédérations se range derrière ce dernier, mais les masses ne suivent pas. Qu'importe, l'U.G.T. est affaiblie et par là même les forces de la révolution. La bourgeoisie capitaliste espagnole n'oublie d'ailleurs pas que les staliniens sont aussi ses ennemis et si elle s'allie avec eux pour briser l'élan révolutionnaire ; elle tient à sauver ses privilèges et se tournera contre eux lorsque le « danger » anarchiste sera écarté.

Nous constatons donc que, durant cette révolution, les libertaires ont mené un combat que nous qualifierons de « troisième front ». Les anarchistes ont été finalement vaincus, car les forces étaient trop disproportionnées et aussi parce que le mouvement anarchiste avait manqué d'audace. Les réalisations des communistes libertaires ont été finalement détruites impitoyablement.

En ce qui concerne le mouvement espagnol, il faut convenir qu'il était réellement puissant pour tenir tête si longtemps au fascisme de Franco et à l'intérieur aux attaques répétées de la bourgeoisie capitaliste soutenue par les anglo-saxons et aux communistes staliniens soutenus par les directions des P.C. du monde.

Michel MALLA.

VIVE LE COMMUNISME LIBERTAIRE !

Le problème des armements pendant la révolution espagnole

(Extraits tirés des pages 132 à 145 du tome 2 de « La C.N.T. en la Revolucion Espanola.)

CE n'est un secret pour personne que le miracle de la création de l'industrie de guerre en Catalogne eut pour principal impulseur et réalisateur la C.N.T. à travers ses syndicats.

La C.N.T. contrôlait avant et après le 19 juillet la presque totalité du prolétariat industriel barcelonais et la majorité des ouvriers organisés de la région. Catalogne et Biscaye étaient les deux grands centres industriels de l'Espagne. Le secteur ouvrier confédéral (C.N.T.) était d'autre part le mieux préparé, vu son intense éducation révolutionnaire et constructive, pour affronter les problèmes économiques et industriels que devait poser la Révolution. Dans toutes les réunions de la C.N.T. et principalement la période critique de la République, ces soucis s'étaient manifestés... La C.N.T. vivait pour et par la Révolution. Le fait des collectivisations le prouve, collectivisations qui surgirent spontanément par un état de maturité révolutionnaire et sans qu'aucun comité le décrète.

La nécessité d'une industrie de guerre se manifesta au moment même où commencèrent à arriver du front de pressantes demandes de matériel de combat. D'après Santillan (« Pourquoi nous avons perdu la guerre », p. 111). Durruti fut un des chefs militaires les plus exigeants...

Les armes dont disposait la Catalogne et qui avaient permis d'anéantir le soulèvement militaire, étaient insuffisantes. Une grande partie de ces armes étaient entre les mains des milices ou du peuple en armes de l'arrière. La consigne : « Toutes les armes pour le front », si elle avait été suivie, n'aurait pas résolu le problème. Les plus fervents défenseurs de cette consigne furent les communistes qui, par ailleurs, demandaient le maintien des corps armés de l'arrière sans cesse plus nombreux et étaient les premiers à ne pas vouloir se démunir de leurs propres arsenaux. Cette consigne avait pour but de désarmer le peuple et les miliciens qui ne suivaient pas la politique de Moscou.

Entre temps, le Comité des Milices et le gouvernement de la Généralité lui-même eurent à souffrir dès les premiers moments des effets de la politique financière de Madrid, laquelle, comme nous l'avons vu, se manifestait par le blocage intérieur des devises, ce qui empêchait la Catalogne de pouvoir s'armer. De là, la paralysie du front d'Aragon que les communistes exploitèrent pour leurs intérêts de parti.

Quand commencèrent à parvenir les premiers envois d'armes russes, les bateaux qui les transportaient, soit par eux-mêmes, soit par les ordres émanant du gouvernement central, les navires ne mouillèrent pas dans les ports de Catalogne...

Le principal obstacle pour l'aide en armes et en devises était la prédominance des anarchistes sur les fronts et à l'arrière, spécialement dans l'Est. La situation stationnaire du front aragonais ne provenait pas du manque d'hommes disposés à l'offensive en direction de l'objectif-clé qu'était Saragosse. C'était le manque d'armes. Plus de 150.000 volontaires s'étaient inscrits dès les premiers jours, mais pour la plupart ils furent refusés par manque d'armes. Cette situation se prolongea pendant des mois. La paralysie du front d'Aragon permit aux factieux de fortifier leurs positions et leur permit de manœuvrer librement sur d'autres fronts, spécialement dans le Nord et le Centre. La prise de Saragosse dans les premiers jours aurait été suivie de celle de Téruel et de Huesca, et cela aurait bouleversé toute la stratégie de l'ennemi. Mais l'incompréhension du gouvernement central, sa méfiance sur les bonnes et sincères propositions du secteur prédominant en Catalogne, ruina les possibilités militaires et industrielles de cette importante région, ce qui influença grandement les destinées de la guerre.

Pour comprendre le miracle de l'industrie de guerre catalane, il faut tenir compte qu'il fallait transformer de haut en bas une grande partie des installations industrielles de paix.

A ce sujet, il se produisit des faits de grande importance pour ceux qui se sont obstinés à nier la réalité de la richesse des initiatives populaires mises à découvert par les révolutions...

Dans l'organisation et la mise en marche des industries de guerre, s'unirent parfaitement l'enthousiasme des simples ouvriers et des techniciens...

Dans les inconvénients signalés, l'industrie de guerre, d'initiative et de réalisation populaires, fut malgré tout une réalité tangible, bien que discutée et diffamée par les plus incapables d'entre les politiciens. Et grâce à cela, cette réalité gagna le reste de l'Espagne avant et même après que le gouvernement central fût intervenu. La production cependant, en ascension pendant la période de relative liberté d'initiative, descendit avec l'intervention du gouvernement central qui abandonna cette industrie et les 80.000 travailleurs à la férule d'une nuée de bureaucrates et d'agents russes déguisés en techniciens éminents...

La transformation de l'industrie civile en industrie de guerre fut presque totale en Catalogne. Nos fabriques de munitions et armements étaient en majorité dans le Nord et en Andalousie. A Tolède était installée une des plus importantes cartoucheries. Voyant la dangereuse avance des factieux vers cette ville, on demanda le transfert de cette fabrique totalement ou partiellement en Catalogne. Le gouvernement central s'opposa formellement à ce transfert et la fabrique tomba dans les mains de l'ennemi le 27 septembre 1936, date à laquelle Tolède fut perdue pour la République.

*

Chiffres de production cités par Companys dans sa lettre du 13 décembre 1937 au ministre de la Défense Indalecio Prieto :

Balles Mauser : 76 millions au 30 septembre 1936.

718.000 obus,
752.000 kilos de tétralite,
3.000.000 de détonateurs,
2.000 mines sous-marines,
350.000 cartouches par jour,
100.000 masques anti-gaz,
2.000.000 de grenades,
30.000.000 de mètres de barbelés,
71.000 bombes d'avion,
3.200 véhicules,
Etc.

OUI, *des armes pour l'Espagne ouvrière*

Nous persisterons à en réclamer, dussions-nous affliger quelques mauvais coucheurs qui vont murmurant, de-ci de-là, que nous tournons le dos au pacifisme intégral.

***Pacifistes intégraux nous sommes et nous resterons, Nous* ne coupons dans aucun des prétextes invoqués, afin de rendre la guerre moins haïssable; nous étions, hier, ses ennemis déclarés, nous le restons aujourd'hui et nous le demeurerons demain.**

***Mais nous ne sommes pas des tolstoïens, nous sommes des révolutionnaires et, comme tels, nous déclarons que nous ne* pouvons être neutres devant les événements d'Espagne.**

. . . . . .

« *Mais les principes* », *chuchotent les inquiets.*

Les principes ne sont pas en cause, et la nécessité est là, impérieuse.

Allons-nous enfin y faire face ?

LE SECRETARIAT DU COMITE POUR L'ESPAGNE LIBRE.
(LE LIBERTAIRE, 6 novembre 1936.)

Les collectivités agricoles

LA SOCIALISATION DES TERRES

PENDANT la guerre d'Espagne qui a duré de 1936 à 1939, une révolution sociale a eu lieu. Jamais encore, dans l'histoire du monde, un tel bouleversement ne s'était produit. Jamais non plus on organisa autour d'une révolution un tel complot du silence.

Des milliers de collectivités agraires ont été créées, des centaines et des centaines de villages ont été organisés sous le signe du travail collectif. Dans chacun d'eux, les paysans se sont réunis, ont mis en commun leurs terres et celles qu'ils avaient arrachées aux grands propriétaires, leurs outils, leurs machines, leur bétail. Ils ont nommé un Comité de direction composé d'un délégué pour l'agriculture, d'un délégué pour l'élevage, d'un délégué pour les échanges, d'un délégué pour les travaux publics et les transports, d'un délégué pour l'enseignement, d'un délégué pour l'hygiène et les services sanitaires, etc. Quand le village entier avait adhéré à la vie nouvelle, ce comité était pratiquement un conseil municipal. Quand la collectivité avait un caractère plus limité, il était le conseil directeur de cette collectivité.

Selon l'importance de l'organisation locale, les délégués travaillaient aux champs, comme tout le monde, ou un, deux, trois, restaient en permanence à leur poste de coordination.

Car, plus que des chefs ou des directeurs, ils étaient des coordinateurs. Ils ne décidaient pas seuls; ils ne gagnaient pas plus que les autres. Les décisions de caractère général étaient prises par les assemblées mensuelles ou bi-mensuelles des membres de la collectivité ou par la réunion des délégués de groupes des travailleurs des champs.

Ces groupes étaient composés selon les besoins de la production. Le territoire, divisé en zones spécialisées selon les cultures et la qualité du sol, des équipes étaient constituées par les travailleurs eux-mêmes. Elles nommaient un délégué chargé d'orienter le travail, et qui travaillait aussi. Chaque soir, ou deux fois, trois fois par semaine, selon les cas, les délégués des équipes se réunissaient avec le conseiller général de l'agriculture et du bétail, examinant le travail fait, décidaient celui qu'il fallait entreprendre. Les hommes, les plus jeunes et les plus forts étaient affectés aux travaux les plus durs, les moins vigoureux et les moins jeunes aux travaux moins pénibles.

Les réalisations

ENSUITE, bien qu'un grand nombre des hommes étaient mobilisés pour le front — 40 pour cent et les plus robustes en Aragon — ils ont augmenté en moyenne de trente pour cent les surfaces cultivées.

Ils ont augmenté le rendement de la récolte par le meilleur emploi des instruments de travail : chevaux, mulets, tracteurs trouvés chez les grands propriétaires et qui auparavant dormaient la moitié du temps; charrues meilleures qu'on avait jamais pu acheter, semences sélectionnées achetées en gros, engrais employés sur une plus vaste échelle et sous une direction technique dont avait toujours manqué le cultivateur isolé.

Ils ont multiplié le cheptel, construit des porcheries, des étables, des écuries collectives, saines, aérées, ensoleillées, en dehors des villages, par mesure d'hygiène.

Ils ont, dans l'ensemble, doublé le standard de vie des habitants, supprimé la mendicité, l'aumône, la comédie des retraites, des assurances, en assurant à chacun les mêmes moyens d'existence qu'aux autres.

Sans formalités administratives, sans paperasseries, ni bureaucratie, ils ont assuré à l'enfant, dès sa naissance, tout ce dont il avait besoin, sur la simple présentation, dans les coopératives et les magasins de ravitaillement communaux, de la carte familiale, qui donnait droit à la quantité de marchandises correspondant à l'importance de chaque famille.

L'appareil de distribution, réduit au minimum, les éléments parasitaires avaient disparu. Chacun faisait un travail utile. Des chemins et des tronçons de route étaient construits, des canalisations étaient élargies ou approfondies, de nouvelles permettaient d'irriguer les terres jusqu'alors stériles. L'électricité, l'usage du téléphone étaient étendus à tous les villages, souvent même à ceux qui ne se collectivisaient pas.

Les échanges avaient lieu par l'organisation cantonale. Tous les villages du canton envoyaient au chef-lieu leurs surplus de produits qui étaient expédiés vers les régions industrielles; celles-ci remettaient l'équivalent en étoffes, machines, engrais chimiques, souliers, etc. Et ainsi que les vieillards, les invalides, les enfants, les mères de famille nombreuse, recevaient les moyens d'existence dont ils avaient besoin, sans que personne ne s'y opposât, les villages défavorisés par la nature recevaient de ces échanges les éléments de travail dont ils avaient le plus besoin, sans que cela fût calculé sur l'équivalence de ce qu'ils avaient apporté : machines qui leur permettaient de mieux travailler un sol ingrat, chevaux ou mulets, engrais chimiques, etc. Les plus favorisés par le hasard de la naissance géographique, corrigeaient par la justice humaine l'injustice de la nature.

Gaston LEVAL,

Extraits de L'Indispensable Révolution. *Editions du* « Libertaire », *Paris*, 1948.

TOUTE L'ECONOMIE aux mains des travailleurs

La socialisation des Transports

L'EFFORT DE LA C.N.T. VERS LA SOCIALISATION

Plan de socialisation des Moyens de Transports de la Région du Centre (extraits)
élaboré en mars 1937 par le Congrès régional des Syndicats de Transports

1° (Les moyens de transport). Seront considérés comme propriété commune administrée et orientée par la Fédération Régionale de l'Industrie des Transports et en second lieu par tous les organes fédératifs que cette industrie nécessite, depuis la section de syndicat de la localité jusqu'à la Fédération régionale en passant par les sections locales et d'arrondissement correspondant.

2° Considérant qu'il existe des provinces possédant du matériel en excès, aussi bien pour les voyageurs que pour les marchandises, et reconnaissant que d'autres villes sont insuffisamment pourvues, l'indispensable leur faisant défaut, nous proposons :

a) les provinces ou localités qui ont trop de matériel établiront un état détaillé pour le Comité régional de la Fédération de tout ce qui correspond aux sections composant l'industrie;

b) celles qui, au contraire, se trouvent déficientes du point de vue de la possession du matériel, feront comme les premières en rendant compte à la Fédération de ce qu'elles ont et de ce dont elles ont besoin;

c) ces deux états étant étudiés par le Comité Régional de l'Industrie, celui-ci fera une répartition qui donnera satisfaction aux nécessités de l'ensemble que représente l'organisation constituée.

. . . . . .

4° Pour structurer l'économie de socialisation de l'industrie des transports, se créeront des Conseils d'Economie qui seront chargés de régulariser l'établissement des contrats des services prêtés et de satisfaire à tous les besoins de l'industrie.

8° Un salaire unique sera établi pour tous ceux qui contribueront à la socialisation en tenant compte que la Fédération Régionale agira intensément et suivant ses possibilités pour l'organisation du salaire familial, équitable et humain.

Bases de la Collectivisation des Chemins de Fer, établies par le Congrès National de la Fédération des Chemins de Fer
(Extraits : 7 des 23 articles)

1° Toutes les voies de chemin de fer d'Espagne devront former une seule collectivité, dont l'organisation et l'administration seront contrôlées par les travailleurs eux-mêmes.

2° Tout le passif et actif des entreprises antérieures passeront à la collectivité, annulant les charges financières, ainsi que les dettes antérieures au 19 juillet dues aux entreprises non collectivisées, en respectant les accords de trafic avec l'étranger.

3° Une fois collectivisées ces voies de chemin de fer, le produit de l'exploitation sera commun à toutes les régions, compensant le déficit qu'il pourrait y avoir dans les moins rentables avec le bénéfice qui sera produit par les plus prospères.

4° Si l'exploitation globale de toutes les voies de chemins de fer était déficitaire, c'est l'organisme qui gère la nation qui compensera le déficit.

5° La collectivité ferroviaire, une fois régularisée sa rétribution par rapport au niveau circonstanciel de vie, renonce à toute accumulation, destinant les bénéfices à améliorer les services et le matériel ferroviaire, au bénéfice du pays, ou à l'appui d'autres collectivités ouvrières qui en auraient besoin.

6° La collectivité ferroviaire constituée, elle devra s'imposer l'unification totale des tarifs, règlements, conventions, droits et devoirs, etc...

7° La collectivité ferroviaire, une fois constituée, s'efforcera d'obtenir la collectivité générale du transport dans ses quatre branches : ferroviaire, maritime, routière et aérienne, afin que le pays en bénéficie au maximum.

Documents sur le mouvement ouvrier espagnol

« LA C.N.T. EN LA REVOLUTION ESPANOLA »
Tome 2 — Jose Peirats — en espagnol ; éditions C.N.T., Toulouse

La première tentative pour réunir les documents les plus complets sur la Révolition Espagnole. L'histoire critique de la Révolution reste à faire, mais le livre de Peirats apporte les éléments indispensables, avec un sens de la précision et une impartialité auxquels il faut rendre hommage. Ce n'est pas seulement la vie de la C.N.T. qui est minutieusement relatée mais aussi celle des collectivités, des gouvernements, des partis.

Ce second tome dresse le tableau des événements de novembre 1936 au début de 1938, c'est-à-dire pour la période la plus importante, avec tout le développement de la période de collaboration de la C.N.T. au gouvernement, les événements de mai 37, la défense de Madrid, etc...

« MOUVEMENTS OUVRIERS ET SOCIALISTES. L'ESPAGNE 1750-1936 »
Renée Lamberet. Les Editions Ouvrières

Plus qu'une histoire, cette plaquette est une chronologie et une bibliographie extrêmement complètes, précieuses surtout à l'historien.

Divers

« L'HISTOIRE DU 1er MAI »
Editions Sudel, Maurice Dommanget

Depuis les premières luttes pour les 8 heures jusqu'aux « 1er Mai » d'après la Libération, Maurice Dommanget, l'historien prolétarien, fait revivre cent ans de vie ouvrière et des dizaines de luttes glorieuses ou tragiques.

Ce livre de plus de 400 pages traite en effet et, souvent à fond, de toute l'histoire ouvrière car les 1er Mai ont toujours marqué la situation des prolétariats à chaque époque et à propos du 1er Mai, toutes les luttes doctrinales sont nécessairement évoquées.

Un merveilleux livre non seulement pour les militants mais pour tous ceux qui se passionnent pour l'histoire et pour les questions sociales.

LE GOUVERNEMENT BLUM et la révolution espagnole

ALORS que se développe la contre-offensive de la bourgeoisie, rendue possible par l'aveuglement légaliste de Léon Blum, alors que le Sénat crée des difficultés accrues au gouvernement, que les prix montent et que le stock d'or de la Banque de France diminue de 7 milliards entre novembre 1936 et février 1937 que les capitaux passent les frontières, Léon Blum obtient un crédit à neuf mois de 40 millions de livres sterlings par des banques anglaises.

Blum, pour se concilier les banquiers anglais de la City (et les financiers français) et secondairement par crainte de complications internationales, adopte l'attitude de la non-intervention. Mais Léon Blum oubliait que les sympathies de la City allaient à Franco. C'étaient deux officiers britanniques qui avaient transporté Franco des Canaries au Maroc.

Blum, abandonné par la City, capitulant devant le Sénat, avait donc laissé les mains libres à Franco et abandonné les antifascistes espagnols, par crainte, par faiblesse, par respect des puissances d'argent.

Pourtant, une révolution en France appuyant la Révolution en Espagne, c'était un coup d'arrêt au fascisme, la Révolution mondiale en marche.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Aux "bons soins" de LANIEL

La classe ouvrière immolée sur l'autel des intérêts particuliers

AVEC bien du mal, à la suite de tergiversations sans précédent, le gouvernement Laniel s'est constitué.

Avec empressement et sans nul remords, l'Assemblée Nationale s'est mise en vacances jusqu'au 12 octobre. Les députés élus du peuple, se sont dégagés du fardeau des pouvoirs spéciaux confiés à l'équipe du réactionnaire Laniel. Bien trop contents que le sale boulot soit fait par le gouvernement, les fieffés députés se retrancheront devant leur absence, oubliant, le plus communément du monde, qu'ils sont les principaux artisans de cet abandon, de cette fuite des responsabilités.

Puis, la belle histoire, la gauche (?) se révoltera contre les actions du gouvernement, trop heureuse de n'y point participer. Avec elle ou sans elle, le cocon se dévidera de son fil, exactement pareil.

La classe ouvrière supportera encore une nouvelle fois le fardeau des aggravations fiscales. Laniel va s'attaquer à une conquête des travailleurs qui, malgré ses défauts, doit rester sous le contrôle ouvrier et lui apporter les améliorations nécessaires.

Profitant des vacances parlementaires et de plus des vacances des ouvriers, car le matois a choisi son époque, il va s'attaquer à la Sécurité sociale. Il sait pertinemment qu'il n'y aura aucune réaction avant la rentrée et que ces deux mois lui seront propices pour agir à sa guise.

Il entend étatiser la Sécurité sociale, c'est-à-dire le contrôle total de l'Etat sur cet organisme et la suppression du contrôle ouvrier par l'élimination de la F.N.O.S.S. (Fédération Nationale des Organismes de la Sécurité Sociale).

La réaction poursuit inlassablement ses buts. Ce qu'elle ne peut obtenir dans le présent, elle pense l'avoir par l'usure.

Le gouvernement, composé cependant de toute la gamme politique de droite, c'est-à-dire des multiples intérêts particuliers de chaque clan, sait trouver son unité dans toutes les actions antiouvrières.

Laniel, pour obtenir une majorité confortable, a donné des promesses à chacun. Donc, par simple honnêteté, et par accord tacite, on ne touchera aucunement à l'intérêt particulier.

Certes, on a taxé l'alcool et l'essence de nouveaux droits. Mais, qui paye en fin de compte tous ces impôts, si ce n'est le consommateur de base, le travailleur.

Et qui n'a pas eu l'honnêteté de dénoncer un certain trafic abondant de livraisons d'essence et d'apéritifs de toutes marques avant le vote de ces nouveaux impôts ?

Il y a peu de temps, on sacrifiait tout sur l'autel de la patrie, celui-ci a fait place à l'autel des intérêts particuliers. Aussitôt la publication au « J. O. » des nouvelles taxes grevant l'essence et l'alcool, tous nos petits margoulins ont affiché les nouveaux prix. Est-ce que l'inventaire général des raffineries et des dépôts d'essence avait été fait ? Est-ce que celui des grandes distilleries, des grandes et petites épiceries, des cafés, bars, hôtels, en était de même ? Sinon, serait-ce à croire que l'Etat serait complice de ce vol et que les impôts qui ont été votés, tout au moins pour une partie du stock, iront grossir les marges bénéficiaires de ces pauvres mercantis ? N'avez-vous point remarqué que les commerçants ne sont jamais en retard pour afficher les hausses; quand la baisse peut se produire, ils font traîner ses conséquences.

Sur l'autel des intérêts particuliers, représentés par le financier, le commerçant, l'industriel, l'hoberèau, la classe ouvrière sera livrée au sacrifice de la misère. Il ne peut certes en être autrement avec ce gouvernement.

Il en serait exactement de même avec un gouvernement où la classe ouvrière serait sensée d'y être représentée. Ce n'est donc pas une question de gouvernement. Ce n'est donc pas une question de présence de la classe ouvrière. Ce n'est tout simplement qu'une question de régime.

Le régime que nous vivons est un régime d'exploitation, de misère, de guerre.

Les travailleurs ne doivent donc pas se désintéresser des actions d'un gouvernement quel qu'il soit. Au contraire, ils doivent toujours et sans relâche être en état d'alerte, car tout acte du gouvernement en régime capitaliste est un acte contre la classe ouvrière et assentiellement contre elle.

Résoudre la question, c'est accomplir la révolution sociale. C'est annihiler toutes les forces d'exploitation, de coercition. C'est anéantir tous les intérêts sordides particuliers de la classe possédante et que ceux-ci fassent place à l'intérêt collectif de tous les travailleurs.

Ne pas rester inactif ! Agir ! Une grande bataille sociale va se livrer contre le capitalisme. Elle peut être impromptue. Sachons être prêts.

Pour le triomphe du communisme libertaire, nous serons au sein de la classe ouvrière.

LIB

LA RECONVERSION DE LA S.N.C.F. SE POURSUIT

La socialisation doit lui être opposée

M. LOUIS ARMAND a fait dernièrement un exposé devant le Comité parlementaire français du commerce, présidé par Edouard Bonnefous, sur : *L'évolution et la productivité d'une grande entreprise.*

Voilà ce que cela donne. Le but essentiel de M. Armand est la suppression massive du personnel. Ne fait-il pas moins d'avouer que la reconversion de la S.N.C.F. a déjà obligé plus de 200.000 personnes à changer de métier et de résidence, soit 100.000 cheminots qui n'appartiennent plus à la S.N.C.F. depuis 1929. Il ne spécifie pas la qualité de ce personnel exclu. Nous allons rectifier son omission en signalant que ces cheminots appartiennent aux échelles 1 à 7 au grand maximum, c'est-à-dire les petits salariés. Mais qu'au contraire les hiérarques ont pullulé. Un chef pour trois employés, c'est très courant dans les rouages administratifs de la S.N.C.F.

De plus, M. Louis Armand prône, en bon valet de la synarchie, l'idée maîtresse est lancée par elle : *la productivité.* Celle-ci, malgré la disparition d'un effectif de 100.000 travailleurs, a augmenté de 35 %. Le calcul, par la règle de trois, nous indiquera en comparaison du salaire actuel du cheminot, que ce dernier est loin d'avoir subi la même progrèssion.

Le directeur de la S.N.C.F. entend poursuivre l'amélioration du trafic voyageurs et marchandises par une accélération rationnelle. Nous ne pouvons nous élever contre cette prétention. Cependant, s'il espère que les résultats seront probants et pourront amener une baisse substantielle du prix de revient qui devrait entraîner automatiquement une baisse des tarifs, nous pensons qu'il vit de douces illusions et ne devrait pas ignorer publiquement que toutes les entreprises nationalisées sont les vaches à lait de ce gouffre immense qu'est l'Etat qui, pour subvenir à ses dépenses meurtrières, comme la guerre d'Indochine, puise les ressources où elles sont bonnes.

L'Etat s'est chargé de démentir les prévisions de M. Armand en élevant, il y a peu de temps, le tarif des chemins de fer.

Une omission très grave a été faite par le directeur de la S.N.C.F. Omission que nous justifierons de *volontaire.* La reconversion de la S.N.C.F., selon lui, se poursuit dans le sens d'augmentation de la production et de l'amélioration du trafic. Mais il est un autre point plus important qu'il a passé sous silence — disons — complice. Ce serait à croire que M. Louis Armand, directeur de la S.N.C.F., désigné par le ministre des Travaux publics et des Transports, et dont sa nomination est approuvée par le gouvernement en fonction, se devrait d'être un dévoué serviteur de l'Etat, mais nous le pensons plutôt, agent servile des anciennes compagnies de chemins de fer (Nord, Est, Midi, P.-L.-M. et Paris-Orléans.

Nous le signalions dernièrement et nous croyons fort utile de le renouveler présentement.

Il est bon de savoir que toutes les anciennes sociétés de chemins de fer n'ont pas cessé leurs activités. Elles sont devenues pour la plupart des sociétés de gestion dont leur portefeuille est garni d'actions de nombreuses sociétés financières et industrielles. Pour véracité plus complète, il vous suffira de consulter le tableau indicatif des valeurs de la Bourse de Paris.

Nous assistons en ce moment à la S.N.C.F. à une répartition de divers services, inclus auparavant à celle-ci, entre les mains des sociétés privées. Nous en avions cité quelques-uns et même aujourd'hui, si nos renseignements sont exacts, les services des renseignements de toutes les gares de Paris passeraient à une entreprise privée. Nous aimerions recevoir un démenti à ce sujet. S'il en était ainsi, tout expliquerait la diminution du personnel employé et cette fameuse reconversion prise dans son sens exact, serait le retour aux mains du capitaliste privé des importants services nationalisés.

Le capitalisme privé serait donc gagnant sur deux terrains. N'oublions pas que la S.N.C.F. a dédommagé et continue encore présentement à rembourser les anciennes compagnies de leurs avoirs. Ceci se passe à la S.N.C.F. comme dans cette autre industrie nationalisée, l'Electricité de France qui, par la création de la Caisse Nationale de l'Energie, rembourse aux multiples sociétés d'Electricité. les avoirs qu'elles possèdaient avant la nationalisation.

Que la nationalisation n'ait point apporté tout ce que l'on pouvait espérer, et nous sommes encore au zéro de l'espérance, il n'en est pas moins vrai que la nationalisation a été une évolution.

Nombre de cheminots crurent au miracle arrivé lors de la nationalisation. Plus de patrons. Ils avaient totalement oublié qu'ils changeaient de patron et que celui-ci, devenait anonyme en la personne de l'Etat. Ils ont reconnu par la suite que celui-ci était aussi féroce que le patron privé.

A part quelques aspirants ministres dans les rangs ouvriers, la nationalisation est déconsidérée, mais cette attaque contre la nationalisation n'est pas un désir de faire machine arrière. C'est trahir la pensée et l'action ouvrière de dire en son nom que : *mieux vaut la gestion privée que la gestion étatique.*

Le capitalisme aussi n'est pas dénué d'illusions et pense que la faillite des nationalisations entraînera son rappel immédiat.

Nous disions tout à l'heure que la nationalisation avait été une évolution que nous taxerions à tort de progressive si telle était notre idée. Nous avons dit ci-dessus nos raisons. Mais la marche progressive va s'accentuant et que, même, sous des apparences parfois minimes et imperceptibles, une autre conception de la gestion de la S.N.C.F. apparait. Celle-ci se dénomme : *socialisation.*

La S.N.C.F. est un service public qui doit être géré par les travailleurs et techniciens du rail, en collaboration étroite avec les usagers. Toute autre expérience ne servirait ni les cheminots, ni les usagers.

Le monde avance, les idées avancent. On ne revient pas sur le passé. Le recul est interdit, les stagnations ne sont pas permises. Le capitalisme est perdant, la classe ouvrière va de l'avant.

Robert JOULIN.

LUTTES OUVRIERES

Une manifestation aux usines de Pechelbronn contre les licenciements

Strasbourg. — Répondant à un mot d'ordre lancé par la C.F.T.C. et la C.G.T., 500 ouvriers et employés des usines de Merckwiller-Pechelbronn, ont manifesté pour protester contre le licenciement éventuel de 688 de leurs camarades.

Un meeting a eu lieu ensuite en présence des responsables syndicaux.

Une motion votée demande le maintien, pour 1954, du soutien dont bénéficient les mines et raffineries de Pechelbronn. Elle a été portée à la sous-préfecture par une délégation à laquelle s'étaient joints plusieurs conseillers généraux ainsi que les maires de dix-huit communes de la région de Pechelbronn.

Les ouvriers de la mine de soufre de Malvezy occupent les installations

Narbonne. — La décision de fermeture de la mine de Malvezy, près de Narbonne (Aude), seule mine française de soufre, prise le 16 juin dernier par le conseil d'administration de la Société Languedocienne de recherches et d'exploitation minières, a été rendue effective aujourd'hui, comme prévu.

Une indemnité de licenciement de trois mois a été attribuée aux 430 ouvriers de la mine, pour permettre aux autorités locales d'étudier les possibilités de reclassement.

Estimant néanmoins que les propositions du comité de défense Malvezy, visant notamment à la fabrication à partir du soufre extrait, d'un produit de qualité suffisante pour le soufrage de la vigne, peuvent encore être étudiées et éviter l'arrêt d'une entreprise dont les spécialistes ne peuvent espérer un reclassement quelconque dans leur profession, les ouvriers ont décidé d'occuper les installations de la mine jusqu'à nouvel avis.

La grève continue dans la métallurgie de Corbehem

Arras. — A Corbehem (Pas-de-Calais), les ouvriers des usines métallurgiques Fourcy sont toujours en grève.

Le patron leur a adressé à chacun une lettre proposant une augmentation de 5 à 10 francs de l'heure pour les salaires les plus bas et la menace suivante.

En cas de non-reprise du travail lundi, la prime de production de fin d'année sera supprimée et l'offre d'augmentation de salaires annulée.

Les ouvriers, tous unis, ne cèderont pas au chantage de la direction.

Grève perlée des dockers de Boulogne

Boulogne. — Les dockers de commerce de Boulogne-sur-Mer, après s'être rendus en délégation à la mairie et à la sous-préfecture, ont décidé une grève perlée pour une durée illimitée.

Pour la revalorisation des salaires à la R.A.T.P.

Paris. — Les syndicats F.O. de la R.A.T.P. ont été reçus en audience par M. Chastellain, ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

Les représentants des syndicats tenaient à mettre le ministre au courant de l'inquiétude du personnel devant le recul de la séance du conseil d'administration qui avait à son ordre du jour les salaires du personnel d'exécution.

Ils ont insisté auprès du ministre pour qu'aucun retard nouveau ne soit apporté aux accords conclus le 24 avril, puis devant la commission paritaire, qui devaient permettre à la direction de la Régie de payer un acompte à la fin du mois.

Des bruits d'une nouvelle grève circulent. Nous conseillons aux ouvriers de la R.A.T.P. d'agir cette fois-ci par les moyens adéquats, face à la malhonnêteté morale du ministre des Travaux publics. Pas de grève de 24 heures, mais *grève illimitée jusqu'à satisfaction complète.*

Revue de presse ouvrière

Le camp atlantique

Force Ouvrière publie les résolutions du 3e Congrès de la C.I.S.L. qui vient de se tenir à Stockholm. La motion sur la paix nous permet d'apprécier toute l'indépendance de l'internationale des « Syndicats libres ». Voici un passage relatif à l'armée « Atlantique ».

Le Congrès insiste sur le droit des nations démocratiques à renforcer leur défense militaire devant l'agression ou la menace d'agression.

Il est bien précisé « la menace d'agression ». Qui ne se sent pas menacé en notre ère atomique ? Avec la même bonne foi que les « Nations démocratiques », les « Démocraties populaires soutiennent que leur existence est en danger. eL Congrès leur refusera-t-il « le droit de renforcer leur défense militaire devant la menace d'agression » ? Nous avons plutôt l'impression que c'est la paix qui se trouve menacée avec de telles positions.

Dans le passage suivant de la motion, le Congrès...

...dit sa conviction que la conclusion d'un armistice en Corée et d'un traité pour l'Autriche, la cessation de fournitures d'armes aux armées communistes combattant les gouvernements des Etats d'Indochine *et la restauration de l'unité allemande sur la base d'élections libres, constitueraient d'importantes étapes dans la voie de relations pacifiques.*

La « C.I.S.L. » apporte son soutien aux gouvernements des Etats d'Indochine, entre autres au fantoche Bao-Daï. C'est reconnaître implicitement que la guerre menée par la France au Vietnam est une guerre juste. Et tout cela, au nom de la défense de la paix.

L'autre camp

Le Peuple publie le rapport de Léon Mauvais, secrétaire de la C.G.T. devant les secrétaires des Fédérations d'Industrie. Dans ce rapport, Léon Mauvais développe la conception stalinienne de la lutte pour la Paix.

Il parle des « efforts désespérés des impérialistes pour empêcher le mouvement de se développer en faveur de la paix », efforts qui, d'après lui sont caractérisés par trois faits :

a) *L'assassinat des Rosenberg,*
b) *Le putsch fasciste de Berlin.*
c) *Les événements de Corée.*

Mais il insiste principalement sur les événements de Berlin. Léon Mauvais s'est rendu compte que ces événements gênent beaucoup le militants cégétistes qui trouvent difficilement des excuses, aussi, dit-il,

Il faut là aussi donner des explications, et je dirai les donner d'une façon offensive.

Pour passer à l'offensive, Léon Mauvais se sert des arguments de la presse réactionnaire qui avait tenté d'exploiter la révolte des travailleurs allemands. Ces ouvriers, d'après lui

ne s'en prenaient pas au drapeau de la République de Bonn, ils s'en prenaient au drapeau rouge.

Léon Mauvais va chercher ses preuves dans les poubelles de *L'Aurore* qui, comme lui, n'a pas voulu voir que le prolétariat allemand s'attaquait à l'emblème de l'oppresseur stalinien et non au drapeau rouge de la Révolution. Toute sa bassesse ne pourra nous convaincre que la révolte des travailleurs de Berlin fut un « putsch hitlérien ». Renonçant d'ailleurs à le prouver, Léon Mauvais se contente d'affirmer :

D'ailleurs à leurs attaques ignobles contre l'Union Soviétique et ses glorieuses troupes, répondons que les troupes soviétiques ont eu raison, en juin 1953, comme elles ont eu raison lorsqu'elles ont mené le combat jusqu'à Berlin pour écraser les Hitlériens en 1945. Il y avait un « putsch » des Hitlériens et les armées soviétiques devaient le réduire de la même façon qu'elles ont écrasé Hitler.

Il ne parvient qu'à nous donner des preuves de sa soumission totale à la bureaucratie soviétique. Pour lui, la sauvegarde de la paix réside dans le soutien inconditionnel de l'impérialisme russe.

Entre ces conceptions des deux organisations syndicales liées chacune à un bloc, la Fédération Anarchiste a défini sa position « 3 *Front* ». La lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, la révolte des peuples colonisés d'un côté, et de l'autre côté le combat des travailleurs de Berlin contre la bureaucratie du Kremlin sont les deux aspects frappants de ce « Troisième Front Révolutionnaire ».

A. FLAMAND.

S'informer pour mieux combattre

LE DROIT DES DELEGUES OUVRIERS

CONTRAT DE TRAVAIL. — FAUTE DU SALARIE. — MISE A PIED A TITRE DISCIPLINAIRE. — LEGALITE DE CETTE MESURE EN L'ABSENCE DES DISPOSITIONS CONTRAIRES D'UN REGLEMENT INTERIEUR. — CONTROLE DU JUGE SUR LA GRAVITE DE LA FAUTE. — DROIT POUR LE JUGE DE REDUIRE LA DUREE DE LA MISE A PIED.

Conseils des Prud'hommes de la Seine
(Section des Métaux)

Jugement du mardi 12 mai 1953

Affaire : Breyon contre Gevelot

Attendu que la Société soutient que c'est avec juste raison qu'elle a mis deux délégués à pied pendant trois jours, parce que, pendant l'heure du repas, à la cantine, ils ont harangué leurs camarades, tenant des propos hostiles au gouvernement et protestant contre l'arrestation de personnalités de la C.G.T.; qu'elle soutient que la cantine est un lieu réservé aux repas des ouvriers et non une salle de réunion politique; qu'enfin, Breyon et Josselin ont distribué des tracts aux ouvriers, à la sortie des ateliers, résumant leurs attaques contre le gouvernement et la direction de la Société;

Attendu qu'il résulte des débats que Breyon, qui avait déjeuné pendant le premier service, quitta son travail pour prendre la parole à la cantine au second service; et que Josselin pratiqua de la même façon en intervertissant l'ordre des services et dans le même but;

Attendu qu'ainsi Breyon et Josselin ont tous deux abandonné leur travail pour aller à la cantine en dehors de l'heure normale où ils devaient déjeuner; qu'ils ont ainsi commis une faute qu'il est juste de sanctionner par la perte d'une demi-journée de travail, soit, pour Breyon : 950 francs, et pour Josselin : 1.380 francs;

Attendu en conséquence qu'il convient de condamner la Société au paiement de la différence des sommes qu'elle leur a fait perdre exagérément, soit, pour Breyon : 5.572 fr. — 950 fr. = 4.622 fr., et, pour Josselin : 8.290 fr. — 1.380 fr. = 6.910 fr.;

Par ces motifs : Le Conseil jugeant en bureau général, publiquement, contradictoirement et *en dernier ressort :*

Condamne la Société anonyme Gevelot à payer au sieur, la somme de : *quatre mille six cent vingt-deux francs* pour indemnité compensatrice pour perte de salaire pour mise à pied;

Déboute le demandeur mal fondé en sa demande.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Les assassins sont au pouvoir

(*Suite de la première page*)

Arracher nos camarades au bourreau franquiste c'est barrer la route au fascisme dans le monde entier.

P. S. — Les assassins salissent toujours leurs victimes. La police franquiste, qui hésite à arrêter le voleur du trésor de Séville, fils d'un haut magistrat, ne manque pas à la tradition. A la suite de la mystérieuse agression contre les touristes anglais en Espagne, le gouverneur civil de Gérone a déclaré: « Les facilités qu'offre la frontière aux assassins, a-t-il dit, rendent difficiles les recherches pour les localiser et les capturer en Espagne, car ils opèrent pratiquement sans courir aucun risque depuis la nation voisine. »

C'est un appel à peine voilé à la collaboration de la police française qui, au gré des autorités franquistes, ne s'intéresse pas assez à nos camarades de la F.A.I. en exil.

La police espagnole accuse déjà les « terroristes » du meurtre de la touriste anglaise. Cette façon d'assimiler les résistants antifascistes à des bandits et des assassins nous rappelle les nazis français de l'occupation.

Et lorsqu'on connaît les méthodes des régimes policiers, on ne serait pas étonné qu'une provocation ait été montée pour obtenir du gouvernement français des mesures contre les meilleurs combattants de l'Espagne antifasciste.

Comme à Paris la police tire sur les ouvriers à Calcuta

Calcutta. — La police a ouvert le feu sur des manifestants protestant contre l'augmentation des tarifs de 2e classe sur les tramways.

Au cours de cette manifestation deux usagers ont été tués. On remarquera la similitude des méfaits policiers tant à Calcutta qu'à Paris.

RÉUNION PUBLIQUE

L'ISLE-SUR-SORGUE

Dimanche 2 août, à 10 heures, salle du cinéma Tivoli, réunion publique avec la participation du camarade Fontenis :

LE VRAI SOCIALISME
LE VRAI COMMUNISME

AMI LECTEUR !

Deviens correspondant du "LIB"

Dans la localité où tu vis, dans l'entreprise où tu travailles, il se produit chaque jour quelque événement, même d'intérêt local ; n'oublie jamais qu'il intéresse la collectivité.

En quelques lignes, en quelques phrases, et nous serons au courant de ce qui se passe dans ta localité ou dans ton entreprise.

Ami lecteur, avec toi, avec nous, tous ensemble, nous ferons de notre LIBERTAIRE, un journal prolétarien. Tu nous aideras amplement à sa diffusion plus large, à sa pénétration dans les milieux ouvriers.

Ami lecteur, tu nous aideras dans notre lutte quotidienne en devenant CORRESPONDANT DU « LIB ».

P.-S. — *Aucune information ne sera insérée dans les colonnes de notre journal si l'adresse complète du correspondant n'est pas spécifiée sur son envoi. Toutefois, notre correspondant peut utiliser un pseudonyme aux fins d'insertion.*